



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploiter du site
exploité par la société SATYS SEALING & PAINTING situé 26, vieux chemin de Blagnac,
ZAC Aéroconstellation, lieux dits « Bordeneuve » et « Clotasses » à CORNEBARRIEU**

N°138

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 février 2022 modifié relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mai 2016 modifié autorisant la société SATYS SEALING & PAINTING à exploiter diverses installations situées 26, vieux chemin de Blagnac, ZAC Aéroconstellation, lieux dits « Bordeneuve » et « Clotasses » à CORNEBARRIEU ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 juin 2025 consécutif à l'inspection du 11 juin 2025 ;

Vu le porter-à-connaissance déposé par la société SATYS SEALING & PAINTING le 22 octobre 2025 concernant une demande d'augmentation du volume maximal de prélèvement en eau sur le réseau d'adduction d'eau potable (AEP) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 novembre 2025 ;

Considérant que les modifications réalisées par la société SATYS SEALING & PAINTING consistent en l'augmentation des volumes de prélèvement maximal annuel en lien avec l'augmentation de la cadence de production ;

Considérant que ces modifications ne génèrent pas de nouveaux impacts environnementaux et risques pour les tiers ;

Considérant, par conséquent, que les modifications projetées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens de l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications réalisées ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société SATYS SEALING & PAINTING, par courriel du 2 décembre 2025, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : Les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2016 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau ; la réfrigération en circuit ouvert est notamment interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés au moins hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (*)
Réseau public AEP	CORNEBARRIEU	6000 m ³ /an

(*) : Le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens ou hebdomadaires pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur. »

Art. 2 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 3 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes ou leurs groupements intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien www.telerecours.fr, dans les cas et conditions prévus à l'article R. 414-6 du code de la justice administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de CORNEBARRIEU. Elle peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de la commune fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le maire de CORNEBARRIEU, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SATYS SEALING & PAINTING.

Fait à Toulouse, le 5 JAN. 2026

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
La secrétaire générale adjointe,
sous-préfet à la ville

Barbara BALLAVOISNE

